

**L'ENTREPRENEURIAT FEMININ A DJIBOUTI :  
NECESSITE OU OPPORTUNITE ?**

**Par**

**Aboubaker Ilyas ABDILLAHI**

**Doctorant en Economie et Gestion à l'Institut des Etudes Africaines à Rabat,  
Université Mohamed V de Rabat-Maroc.**

**[Aboubakerilyas@gmail.com](mailto:Aboubakerilyas@gmail.com)**

**&**

**Mohammed MEZENE**

**Doctorant en Economie et Gestion, Institut des Etudes Africaines, Université  
Mohamed V de Rabat.**

**[mohammedmezene2013@gmail.com](mailto:mohammedmezene2013@gmail.com)**

**&**

**Hicham HAFID**

**Professeur-Chercheur, Institut des Etudes Africaines, Laboratoire « Etudes et  
Recherches sur l'Afrique Contemporaine », Université Mohammed V de Rabat.**

**[hichamhafid@gmail.com](mailto:hichamhafid@gmail.com)**

**Résumé**

Depuis les dix dernières années, l'entrepreneuriat féminin en Afrique ne cesse de prendre plus d'ampleur et de susciter à la fois l'intérêt de nombreux chercheurs de différentes disciplines (l'économie, la sociologie...) et celui du décideur politique. Cette dynamique s'explique principalement par la prise de conscience des chefs d'Etats quant à l'importance de la participation de la femme à la création de la

richesse, par le processus de démocratisation qu'a connu l'Afrique ces dernières années, en plus le dynamisme et la volonté de la femme africaine à devenir autonome.

Les entrepreneures Djiboutiennes ne sont pas à l'écart de cette nouvelle dynamique, elles veulent prendre part au développement de leur pays et de ce fait, lutter contre le chômage et la précarité. Elles jouent un rôle capital dans le processus de création de richesse et de la valeur ajoutée par le biais de l'investissement dans des activités génératrices de revenu telles que les services, l'artisanat, la transformation et la valorisation des produits du terroir...

Au total, dans une conjoncture de mondialisation étendue, l'entrepreneuriat féminin réside un outil fort de développement économique et social, particulièrement pour les pays en voie de développement. Raison pour laquelle, le but de notre article est de présenter l'entrepreneuriat féminin à Djibouti comme un nouveau levier de croissance, le rôle des femmes entrepreneures dans la transformation économique. Pour ce faire, nous allons suivre une approche méthodologique exploratoire et inductive, en analysant des données empiriques, des articles, des ouvrages pour avoir des résultats pertinents.

**Mots clés:** Entrepreneuriat, femmes, Djibouti, Afrique, investissement.

**Abstract:**

Over the past decade, women's entrepreneurship in Africa has grown in scale and interest from many researchers in different disciplines (economics, sociology) to the political decision-maker. This dynamic is mainly explained by the awareness of the Heads of State about the importance of the participation of women in the economic and social sphere, by the process of democratization in Africa in recent years and the dynamism and will of African women to become autonomous.

Djiboutian women entrepreneurs are not excluded from this new dynamic, they want to take part in the development of their country and thus fight against unemployment and precariousness. They play a key role in the process of creating wealth and value added through investment in income-generating activities such as services, craftsmanship, processing and promotion of local products... etc.

All in all, in a context of wide spread globalization, female entrepreneurship is a strong tool for economic and social development, particularly for developing countries. Therefore, the purpose of our article is to present female entrepreneurship in Djibouti as a new growth lever, the role of women entrepreneurs in economic transformation. To do this, we will follow an exploratory and inductive methodological approach, analyzing empirical data, articles and works to obtain relevant results.

**Keywords:** Entrepreneurship, women, Djibouti, Africa, investment.

## Introduction

L'importance de l'entrepreneuriat féminin dans le développement économique ne reste plus à prouver dans la région (Fatima-Ezzahra RACHDI, 2016). Il est un facteur d'émancipation et un gage d'autonomie pour la femme. Les femmes dirigent désormais un tiers de toutes les entreprises de l'économie formelle à travers le monde, selon l'OIT<sup>1</sup>. La femme a toujours pris part à la création de richesse et cela depuis très longtemps. Elle a labouré les champs de blé, fabriqué les produits artisanaux et a participé à la valorisation et la transformation des produits locaux.

Sur le plan académique, la question de l'entrepreneuriat féminin a connu une croissance phénoménale comme indiqué par St-Cyr et al. (2003) cité par Fatima Ezzahra RACHDI (2016). Si les premières études sur le sujet se sont focalisées à dresser le portrait des femmes entrepreneures sur le plan sociodémographique, très rapidement les questions de recherche ont pris une nouvelle voie pour chercher à démontrer la singularité de l'entrepreneuriat des femmes par rapport à leurs homologues hommes (Zouiten et Levy-tadjine, 2005 cités par Fatima Ezzahra RACHDI, 2016).

En Afrique, les femmes sont souvent des travailleurs autonomes et gagnent beaucoup moins que les hommes. Elles travaillent pour leur propre compte dans des entreprises à petite échelle avec une performance de croissance faible à des niveaux de productivité mauvais<sup>2</sup>. La part des femmes salariées qui ont un travail décent, ne représente que 20 %. Les femmes n'ont qu'une seule alternative : Entreprendre.

L'entrepreneuriat des femmes apparaît donc comme le principal outil politique à court terme pour améliorer la qualité de l'emploi féminin, contribuant ainsi au programme de transformation structurelle de l'Afrique et aux stratégies de croissance économique des Etats membres qui devraient contribuer au bien-être économique des familles et des communautés, à la réduction de la pauvreté et l'autonomisation des femmes<sup>3</sup>. Elles restent une minorité dans le monde des entreprises formelles qui est sous l'hégémonie des hommes. Elles se présentent dans le secteur informel, moins rentable dont la productivité du travail est souvent faible. Les entreprises créées par des femmes sont souvent importantes voire même essentielles pour l'emploi pour les femmes car composées en majorité par des femmes.

Comparer aux autres continents, l'Afrique est à la tête au niveau de l'entrepreneuriat et notamment l'entrepreneuriat féminin. C'est dû à la croissance sans précédente qu'a connue le continent durant ces dernières décennies. Donc un environnement économique stable favorise l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. L'entrepreneuriat féminin est certes en hausse en Afrique mais beaucoup des entrepreneures opèrent dans l'informel, un secteur qui coûte aux Etats des pertes de revenus substantielles de l'ordre de 30 pour cent du PIB, les gouvernements du monde ainsi que diverses organisations de développement

---

<sup>1</sup>Programme sur les entreprises durables Le développement de l'entrepreneuriat féminin, OIT, p.1

<sup>2</sup> « L'autonomisation économique des femmes en Afrique : Stimuler l'entrepreneuriat féminin », Réunion du groupe d'experts, 2017.

<sup>3</sup> Idem

recherchent activement la promotion des femmes entrepreneurs dans le cadre de divers schémas, incitations et mesures promotionnelles<sup>4</sup>.

A l'instar des autres femmes africaines, les femmes djiboutiennes ont toujours été actives et dynamiques et mieux intégrées dans le processus de création de la valeur et de la richesse. Pour le gouvernement, l'entrepreneuriat féminin n'est plus à négliger et qu'il est plus qu'un devoir de soutenir les entrepreneures Djiboutiennes comme tout autre entrepreneur. Entre 1990-2017, la part des femmes actives dans le pays a augmenté de 3% (1990 : 46% et 2017 : 49%) alors qu'en Ethiopie, cette part a connu une hausse de 11 points sur la même période (1990 : 66% et 2017 : 77%)<sup>5</sup>.

Partant de ces constats, la question qui se pose avec acuité est de savoir : Quel est la place de la femme entrepreneure dans la société djiboutienne et quel impact sur le développement économique ?

Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, notre article est structuré comme suit : dans un premier temps, nous définissons l'entrepreneuriat féminin en se basant sur certains travaux de recherche menés soit par des chercheurs soit par des experts auprès des instances internationales.

Ensuite, en nous appuyant sur des données statistiques, nous présenterons le rôle que les entrepreneures jouent dans le développement économique du pays ainsi que les programmes mis en place par le pays en vue d'encourager les femmes djiboutiennes à entreprendre. Enfin, nous proposons certaines recommandations pour que les structures d'accompagnement soient plus qu'efficaces dans le processus de création d'entreprises et la lutte contre le chômage des femmes dans le pays.

## **I. Entrepreneuriat féminin : une construction d'un paradigme naissant**

### **I. 1- Définitions et tendance générale**

Il est présenté comme un sous champs de l'entrepreneuriat (Jennings et Brush,2013). Ce phénomène récent est une nouvelle dimension dans l'étude du contexte entrepreneurial. Les premiers travaux lui ont conféré une place distincte. Ils ont engendré une panoplie d'études majoritairement comparatives dont l'objectif est de déceler les points de convergence et de divergence entre les deux champs.

Ainsi Belcourt et al. (1991) ont écrit sur l'entrepreneur féminin comme suivant : «cette femme qui recherche l'épanouissement personnel, l'autonomie financière et la maîtrise de son existence grâce au lancement et à la gestion de sa propre entreprise ». Elle est donc une créatrice de richesse tout en changeant de statut et/ou de métier et/ou d'organisation (Arasti, 2008). Ces femmes assument, seules ou en partenariat, tous les risques et responsabilités financières, administratives et sociales liés au développement de leurs activités (Cornet et al. 2004 cités par Fatima TAHIR METAICHE et Abdeslam BENDIABDELLAH, 2016).

<sup>4</sup>Cuberes, D. and M. Teignier (2016). "Aggregate Effects of Gender Gaps in the Labor Market: A Quantitative Estimate". Journal of Human Capital, 10 (1), pp. 1-32 (Réunion du groupe d'experts, 2017, pp.1).

<sup>5</sup>Source : Organisation internationale du Travail, base de données des principaux indicateurs du marché du travail.

Force est de reconnaître que, définir et évaluer l'entrepreneuriat féminin dans le contexte djiboutien s'avère délicat. Ceci est largement perceptible dans la mesure où la disponibilité des statistiques est quasiment absente notamment celles relatives à la dimension du genre dans le monde de l'entrepreneuriat djiboutien. A cela s'ajoute la carence de la littérature académique Djiboutienne traitant le sujet des femmes entrepreneures (il y'a une thèse en cours sur l'entrepreneuriat féminin à Djibouti).

L'entrepreneuriat féminin est tout simplement la création des entreprises par des femmes. L'entrepreneure est : la femme qui, seule ou avec un ou des partenaires, a fondé, acheté ou accepté en héritage une entreprise, qui en assume les responsabilités financières, administratives et sociales et qui participe activement à sa gestion courante (Lavoie, 1988). Pour l'observatoire de l'entrepreneuriat féminin, l'entrepreneure est « une personne que l'on peut désigner comme femme entrepreneure ». Enfin, pour Fayolle (1997), toutes femmes passionnées et déterminées qui ont choisi de créer leur entreprise ou travailler à leur compte pour avoir le contrôle de leur décision.

## **I-2- Facteurs de l'entrepreneuriat féminin**

Les différents chercheurs qui se sont penchés sur l'étude de l'entrepreneuriat féminin, ont mis en exergue quatre différents facteurs, à savoir les facteurs politiques, économiques, socioculturels et individuels de l'entrepreneuriat féminin<sup>6</sup>.

### **❖ Facteur Politique**

Nombreux sont les chercheurs qui ont prouvé que la gouvernance politique, la qualité des institutions à travers le respect de droit de propriété et la mise en place des plans d'action efficaces et efficients jouent un rôle considérable quant au choix des activités entrepreneuriales et l'accès aux moyens et aux services encourageant le processus de lancement dans les affaires (Rwenge Mburano Jean-Robert, NjeriKinyanjui, et Maina Lucy , 2016). Il est donc clair que l'influence de l'Etat n'est pas négligeable pour le développement de l'entrepreneuriat féminin et l'intégration de la femme dans le développement économique par le biais de la mise en place des mesures d'incitations et des programmes qui visent à améliorer le climat d'affaires et partant faciliter les procédures administratives.

### **❖ Facteurs économiques**

Se matérialisent par l'existence d'une corrélation bidirectionnelle entre croissance, entrepreneuriat et développement économique. Certains affirment que l'entrepreneuriat encourage la croissance économique, tandis que d'autres estiment que le développement économique encourage l'entrepreneuriat<sup>7</sup>. Plusieurs travaux de recherches menés par Alfaro et Charlton (2006) ainsi que Rwenge Mburano Jean-Robert, NjeriKinyanjui, et Maina Lucy (2016) ont corroboré cette corrélation tout en mettant l'accent sur l'épargne des ménages et sa contribution dans la création des entreprises.

<sup>6</sup> Nous allons nous baser sur l'article de Rwenge Mburano Jean-Robert , NjeriKinyanjui, et Maina Lucy « Facteurs Explicatifs de l'Entrepreneuriat Féminin en Afrique SubSaharienne : Cameroun et Kenya », 2016.

<sup>7</sup> Kilele 2011

En revanche, Wenekers et al. (2005) ont découvert un effet en U en fonction duquel une hausse du PIB par habitant dans les pays à plus faible revenu s'accompagne d'une hausse de l'entrepreneuriat. Une croissance économique s'accompagne de l'émergence de grandes entreprises et donc les individus vont opter pour le salariat qui leur garantit une certaine stabilité financière (Adrangi et al. 2003).

Pour le cas des femmes africaines, elles se lancent dans l'entrepreneuriat non pas par choix mais plutôt par nécessité afin de gagner leur propre vie et d'avoir plus d'autonomie financière. Une autre raison réside dans le fait que la majorité des femmes africaines sont touchées par la pauvreté et le chômage et elles voient dans l'entrepreneuriat une opportunité pour sortir de la précarité et la marginalisation.

Quant aux mécanismes de financement, il est opportun de souligner que, le facteur capital est un paramètre de taille dans la création d'entreprise. En effet, plus l'intensité capitaliste est conséquente plus la propension à créer l'entreprise et se lancer dans les affaires est faible (Firtsch et Falk, 2007). Il en est de même pour l'accès aux mécanismes de financement et la pression fiscale. C'est ainsi que l'accès à des crédits bancaires au moment du démarrage de l'entreprise constitue un des facteurs non des moindres freinant l'entrepreneuriat féminin. De même, plusieurs études ont montré que les hommes entrepreneurs sont plus avantagés par rapport aux femmes entrepreneurs lorsqu'il s'agit de l'accès au financement.

#### ❖ **Facteurs socioculturels**

Dans la plupart des sociétés africaines, il est transmis à la fille l'idée selon laquelle son statut dépend plus de son état matrimonial et de sa fécondité que de son activité (Rwenge Mburano Jean-Robert, NjeriKinyanjui, et Maina Lucy, 2016). Elle a un statut inférieur qui limite son pouvoir décisionnel et qui la contraint à dépendre de son père ou de son mari.

Ces préjugés socioculturels n'arrangent pas la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité des femmes dans le continent. Bayad et Bourguiba (2006 ; cités par Colot, 2007) ont évalué l'effet de la culture sur l'entrepreneuriat en recourant à la grille culturelle d'Hofstede. Selon celle-ci, une culture caractérisée par une faible « distance hiérarchique », un fort « individualisme », une forte « masculinité » et une faible « maîtrise de l'incertitude » serait propice à l'entrepreneuriat<sup>8</sup>.

Ceci dit, dans certaines sociétés africaines, les femmes sont égales à l'homme et ont leur propre indépendance. Certaines sociétés sont matriarcales, la femme est le pilier de ces sociétés<sup>9</sup>. Dans la corne de l'Afrique, les sociétés sont différentes, si on trouve dans certaines sociétés, une hégémonie masculine, d'autres sont plus ouvertes à ce que les femmes ramènent leur part de vivre dans la maison.

les perceptions traditionnelles de la femme, notamment le travail injustifié des femmes dans le cas où le revenu familial est suffisant, la jeunesse de la femme entrepreneure, le travail de la femme affaiblit l'autorité de son mari et diminue son engagement au sein de la famille, le travail de la femme au foyer entant qu'activité primordiale des femmes, l'intolérance envers certains métiers et professions exercées par

<sup>8</sup> « Facteurs Explicatifs de l'Entrepreneuriat Féminin en Afrique SubSaharienne : Cameroun et Kenya », Rwenge Mburano Jean-Robert, NjeriKinyanjui, et Maina Lucy, 2016.

<sup>9</sup> C'est le cas des Touaregs, des certaines tribus kényane ou de l'Afrique centrale.



les femmes, la présence injustifiée des femmes dans la communauté de travail masculine, la non prise des femmes au sérieux tant que directrices ou patronnes ou lorsqu'elles recherchent et accumulent individuellement la richesse, le manque de confiance de la société par rapport aux capacités managériales des femmes, font partie des obstacles socioculturels importants à l'entrepreneuriat féminin dans les pays en développement<sup>10</sup>Mungai (2012).

Outre ces diversités des traditions en Afrique, le rôle du réseau relationnel n'est plus à négliger. Selon Fayolle (1994, cité par Tchouassi 2005), il est un point essentiel dans le processus d'éveil entrepreneurial au cours duquel l'individu est progressivement sensibilisé, consciemment ou non, à la création d'entreprises et à l'entrepreneuriat. Les parents, les frères, le conjoint, l'entourage familial, les amis et le tissu associatif avec des entrepreneurs d'envergure locale ou nationale participent à ce processus<sup>11</sup>.

## ❖ Facteurs Individuels

Pour répondre à la question qui est, quelle est la finalité d'un entrepreneur ? Les psychologues ont démontré que la motivation des entrepreneurs est liée par le besoin d'accomplissement, la propension à prendre un risque, la tolérance de l'ambiguïté, le contrôle de soi, l'efficacité individuelle, l'indépendance personnelle, la quête d'objectifs, « la drive » et la passion (Shane, Locke et Collins (2003, cité par Brouillard F., 2005, cités par Rwenge Mburano Jean-Robert, NjeriKinyanjui, et Maina Lucy, 2016 ). Pour d'autres chercheurs, ces indicateurs ne sont pas indépendants mais inter-corrélés. Ces facteurs s'ajoutent à d'autres propres aux femmes, elles sont passionnées et veulent aider les autres. Elles n'entreprennent pas pour générer des bénéfices (même si que cette envie de richesse n'est pas à exclure) mais par passion, par compassion et une grosse envie de venir en aide aux autres.

## II. L'entrepreneuriat féminin en Djibouti : une opportunité en voie de développement

### II.1. Méthodologie :

Dans cette partie, nous allons décrire la situation de la femme dans la société djiboutienne et aussi l'importance de l'entrepreneuriat féminin à Djibouti. Nous allons suivre une approche méthodologique exploratoire et inductive, en analysant des données empiriques, des articles, des ouvrages pour avoir des résultats pertinents.

### Les limites socioculturelles : La place de la femme djiboutienne dans la société

Les Djiboutiennes ont lutté pour prendre la place qui leur revient dans le tissu socio-économique dans leur société patriarcale. Plusieurs d'entre elles ont réussi à s'imposer dans le monde des affaires et ont montré qu'elles ont autant d'atout que les hommes. Elles représentent 52.6%<sup>12</sup> de la population. A Djibouti, la condition féminine et la place de la femme est essentielle pour ne pas dire « sacrée » au bon fonctionnement de la nation djiboutienne. Depuis l'indépendance, la femme djiboutienne a été dans tous les

<sup>10</sup> « Facteurs Explicatifs de l'Entrepreneuriat Féminin en Afrique SubSaharienne : Cameroun et Kenya », RwengeMburano Jean-Robert, NjeriKinyanjui, et Maina Lucy, 2016.

<sup>11</sup>IDEM

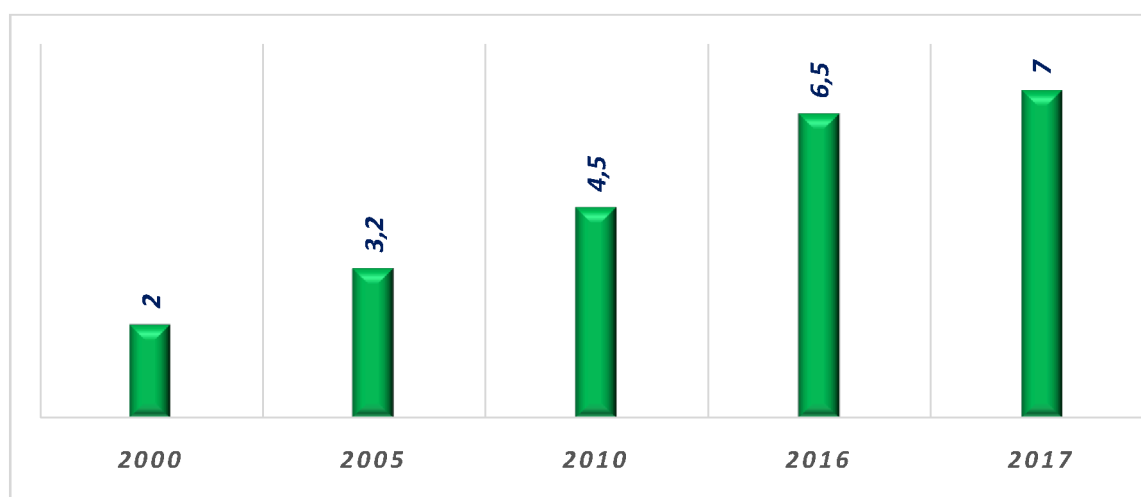
<sup>12</sup>« La place de la femme dans la société Djiboutienne. », K. Saleh, 2013.

combats pour la grandeur djiboutienne. L'UNFD (Union Nationale des Femmes Djiboutiennes) crée le 30 avril 1977, a été la principale institution qui a conçu et défendu la cause de la femme dans la société djiboutiennes<sup>13</sup>.

### La femme djiboutienne : une femme active ?

Si le pays connaît une croissance sans précédente, la création d'entreprises n'a pas connu une hausse conséquente (5% en 2015)<sup>14</sup>. Il est donc clair que l'entrepreneuriat à Djibouti est en faible progression. Néanmoins, Latendance générale du chômage est à la baisse, passant de 59,5% de la population active en 2002 à 39,5% en 2015. On observe également la même tendance chez les femmes, le taux de chômage étant passé de 68,6% à 49,2% sur la même période alors qu'il est passé de 54,6% à 34,1% chez les hommes sur la même période (Cf. figure 2).

**Figure n° 1: Evolution du taux croissance économique en pourcentage**



Source : Unctadstat, 2018 et calculs des auteurs

**Figure 2 : Quelques indicateurs du marché du travail (2015) Quelques indicateurs du marché du travail (2015)**

<sup>13</sup><https://djiboutianalyses.wordpress.com/2013/11/07/la-place-de-la-femme-dans-la-societe-djiboutienne/>

<sup>14</sup> Chambre de Commerce de Djibouti (CCD, 2015)

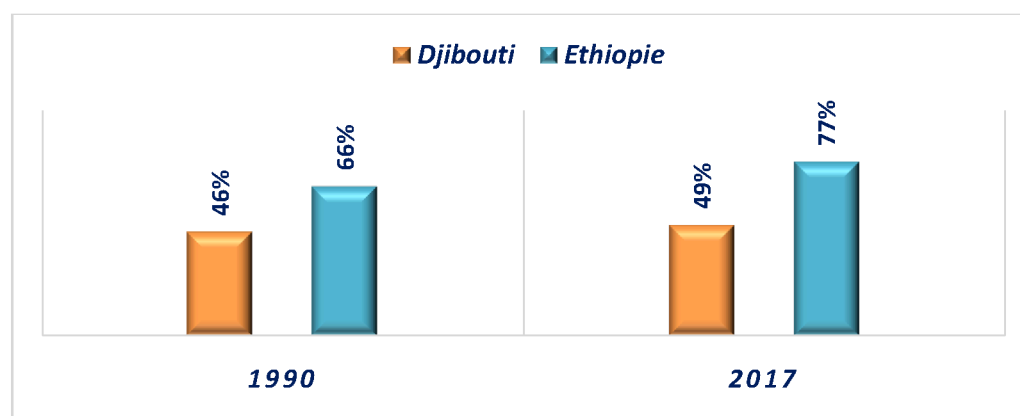


	Indicateurs	Masculin	Féminin	Ensemble	Indice de parité
2002	Taux de chômage	54,6	68,6	59,5	1,3
	Taux d'inactivité	34,7	55,5	45,4	1,6
2012	Taux de chômage	35,8	65,6	48,4	1,8
	Ni emploi ni à l'école (15-35 ans)	17,2	34,8	26,5	2,0
2015	Taux d'inactivité	42,6	72,1	58,0	1,7
	Taux de chômage	34,1	49,2	39,4	1,4
	Ni emploi ni à l'école (15-35 ans)	18,4	42,5	31,3	2,3

Sources: EDAM2-IS/2002 - EDAM3-IS/2012 - EDESIC/2015-DISED

La diminution du taux de chômage observée chez les femmes n'est qu'apparent. On peut remarquer que cette baisse de chômage est accompagnée d'une hausse du taux d'inactivité chez les femmes. On note en effet que cette baisse du chômage s'accompagne d'une hausse du taux d'inactivité chez les femmes. Le paradoxe est que malgré qu'elles soient de plus en plus instruites et que des politiques et stratégies pour son intégration sont mises en place, elles sont de moins en moins présentes sur le marché du travail. Près des trois quarts de la population féminine en âge de travailler sont exclus du marché du travail. Le même constat peut être fait à propos du taux de chômage qui fait apparaître que les femmes sont plus frappées par le chômage que les hommes.

**Figure n° 3: Evolution de la part des femmes actives dans les deux pays (en pourcentage)**



Source : Unctadstat, 2018

La figure ci-dessus fait ressortir que durant la période 1990-2017, la part des femmes actives dans le pays a augmenté de 3% en passant de 46% à 49% alors qu'en Ethiopie, cette part a connu une hausse de 11 points sur la même période, elle est de 77% en 2017 contre 66% en 1990. Il est donc important de trouver des solutions pour la lutte contre le chômage féminin qui fait des victimes dans la région.

<sup>15</sup>Source : Organisation internationale du Travail, base de données des principaux indicateurs du marché du travail.

### La femme djiboutienne : Une femme instruite ?

Le lien entre l'alphabétisation et la pauvreté, et que l'alphabétisation est incontestable et s'avère être un facteur socio-économique essentiel de la pauvreté et d'autonomisation de la population en générale et des femmes en particulier. Le gouvernement djiboutien a bien compris l'importance de l'alphabétisation de la femme et met en place un certain nombre des projets d'alphabétisation à l'endroit des femmes et des hommes de tous âges ont été menés par des ONG nationales et internationales.<sup>80</sup> D'après le rapport de l'étude sur l'état des lieux de l'alphabétisation en RDD, 2009, de 1991 à 1999, les campagnes nationales d'alphabétisations ont touché plus 7500 femmes. Selon le même rapport, plus de 19 500 femmes ont été alphabétisées à travers des campagnes de plus grande ampleur conduites par le Ministère de la Promotion de la Femme entre 2000 et 2009<sup>16</sup>.

Les filles sont de plus en plus nombreuses à l'université ces dix dernières années. Leur nombre est passé de 442étudiantes en 2006 à 5 131 à la rentrée universitaire de 2015. Cette forte hausse suit en effet la densification soutenue que connaît l'Université de Djibouti depuis sa création en 2006. Le nombre d'étudiants n'a cessé de croître pour atteindre les 11 000 étudiants à la rentrée 2015. La proportion des filles parmi l'ensemble des étudiants inscrits à l'université est passée de 39,8% en 2006 à 42,9% en 2015<sup>17</sup>.

L'écart homme-femme à la scolarisation diminue de plus en plus en passant de 21.4 en 2003 de 20.6 en 2015 afin de baisse à 13.7 en 2017. Entre la période de 2003-2015, le taux d'alphabétisation des femmes est passé de 43.7% à 52.9%, soit 9 points d'écart. Les femmes djiboutiennes sont donc instruites.

**Figure n° 4: Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et +) (%)**

	2003			2012			2015		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Masculin	73,8	27,1	65,1	66,1	24,8	60,1	75,0	21,6	66,6
Féminin	50,3	14,4	43,7	44,6	9,1	39,5	61,5	10,9	52,9
<b>Ensemble</b>	<b>61,4</b>	<b>20,5</b>	<b>53,8</b>	<b>55,0</b>	<b>16,8</b>	<b>49,5</b>	<b>68,2</b>	<b>16,0</b>	<b>59,7</b>
Ecart Homme-Femme	23,5	12,7	21,4	21,5	15,7	20,6	13,5	10,7	13,7
Indice de parité	0,68	0,53	0,67	0,67	0,37	0,66	0,82	0,50	0,79

Sources: EDSF-PAPFAM-2004-DISED - EDAMB-IS/2012- DISED EDESIC/2015-DISED

### Inégalité des rémunérations entre homme et femme Djiboutiens

Concernant la rémunération, il n'existe pas de discrimination ou d'inégalités liées au genre puisque à responsabilités ou diplômes égaux les rémunérations sont identiques indépendamment du sexe de l'employé. Cependant il ressort que les femmes perçoivent en moyenne une rémunération plus faible que les hommes. La rémunération moyenne des femmes (81 925 FDJ/mois) est inférieure de 8,2% à celle des

<sup>16</sup>ETUDE DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION DE LA FEMME A DJIBOUTI DE 2000 A 2015, Ministère de la femme et de la famille, 2017, page.

<sup>17</sup> Idem

hommes (89 202 FDJ/mois). Cette différence est à mettre en relation avec les fonctions occupées par les femmes dans l'administration publique qui sont souvent de rang intermédiaire ou inférieur, tel que secrétaire ou assistante ou encore femme déménages, et qui sont généralement moins rémunérées.

**Figure n° 5 : Rémunération moyenne (en FDJ) dans l'administration publique par le sexe**

	Masculin	Féminin	Ensemble
Conventionné	57 285	45 106	53 231
FNP	58 064	55 131	57 943
Fonctionnaire	121 795	115 160	120 099
<b>Ensemble</b>	<b>89 202</b>	<b>81 925</b>	<b>87 412</b>

Source : Direction de la Fonction publique

Cette particularité met la femme djiboutienne dans une situation de vulnérabilité plus marquante que celle des hommes. Elle constitue une source de disparité dans l'accès aux moyens d'existence. En effet, l'accès aux moyens d'existence à travers l'entrepreneuriat est susceptible de permettre à la femme d'avoir plus d'autonomie financière.

**Figure n° 6: Incidences (en %) de la pauvreté extrême et de la pauvreté globale par sexe selon le milieu de résidence**

Milieu de résidence	Sexe du chef de ménage	Incidence de la pauvreté extrême (%)	Incidence de la pauvreté globale (%)
Urbain	Masculin	17,1	35,2
	Féminin	18,2	33,3
	Sous ensemble	17,3	34,8
Rural	Masculin	54,3	73,1
	Féminin	54,8	76,4
	Sous ensemble	54,4	73,7
Ensemble	Masculin	22,9	41,1
	Féminin	23,6	39,6
	Ensemble	23,0	40,8

Sources: EBC 2013-DISED

### L'entrepreneuriat féminin à Djibouti : entre secteur formel et informel

Les entrepreneures qui opèrent dans le secteur formel, sont rares comparativement à celles qui sont dans le secteur informel. L'entrepreneuriat féminin absorbe certes le chômage des femmes (les entrepreneures emploient souvent des femmes), les conditions de ces dernières ne leur permettent pas de les payer décemment. Le fait marquant est que le secteur informel est un créneau économique pour les femmes vulnérables (veuves, divorcées, femmes âgées de 65 ans et plus, ...) qui sert à pallier à la dégradation des conditions de vie et subvenir aux besoins de leurs familles qu'elles sont souvent seules à entretenir. Le secteur informel emploie en effet 50,8% des veuves occupées, 33,8% des divorcées occupées et 46,2% des

femmes âgées de 65 ans et plus occupées, selon le rapport de l'ONU sur l'étude de l'évolution de la femme à Djibouti. Il ressort que l'entrepreneuriat féminin à Djibouti est une nécessité pour les femmes djiboutiennes car c'est leur secours contre la pauvreté extrême que certaines femmes subissent. Ce dernier absorbe le chômage des femmes et reste un levier intéressant de création de la valeur. Selon les données de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel réalisé en 2015, le secteur privé formel emploie plus dans les branches du commerce (41,8%), des services (34,1 %) et du transport (8,2%). Les femmes représentent par ailleurs 33,6% des actifs occupés et sont plus impliquées dans le commerce de détail, le commerce de gros et les services aux ménages.

### **Faiblesse des structures d'accompagnement :**

Outre l'absence d'une politique nationale cohérente pour l'entrepreneuriat. Il existe peu de structures qui disposent des ressources limitées. Malgré le lancement de plusieurs programmes, leurs coordinations posaient un réel problème. Certains appuis financiers à l'entrepreneuriat se sont conclus inefficaces<sup>18</sup>. En conséquence, la portée et l'impact de ces initiatives sont assez limités, et ne peuvent pas avoir des effets d'entraînement escomptés. Ce qui est encore renforcé par les faiblesses des stratégies de communication, à l'image des institutions de crédit à risque, dont l'existence même est peu, voire pas connue des femmes entrepreneures.

- **Accès au micro-financement**

Le paysage de finance à Djibouti, il y a quelques années en faible développement. Mais depuis un certain moment, des plus en plus des banques se sont installés et avec elles les différents produits financiers pouvant répondre aux besoins du secteur privé djiboutien. L'implantation des banques islamiques respectant les préceptes de l'Islam en matière d'intérêt a également facilité l'accès aux financements des opérateurs économiques. Mais la femme djiboutienne évoluant en grande majorité dans le secteur informel n'a souvent besoin d'une faible somme et en plus elles ne disposent pas en général des garanties nécessaires pour accéder aux crédits des banques classiques.

Elles se tournent alors vers les institutions de micro-finance qui ont été justement créées par le Gouvernement et les Partenaires à cet effet dans le cadre de la lutte contre la pauvreté., dont elles constituent 70% selon l'EDESIC (2015). En outre, il ressort des données de l'EDESIC que seulement 45,3% des femmes ont connaissance de l'existence des services de micro finance à Djibouti, et seulement 6,9% d'entre elles ont effectués des démarches pour obtenir un crédit, et 8,4% parmi les demandeuses ont reçu des réponses positives. Les données montrent que les femmes sont proportionnellement plus informées et font plus des demandes de crédit que les hommes mais que ces derniers ont un taux d'obtention de crédit légèrement plus élevé.

### **Figure n° 6: Connaissance et accès à la micro finance**

---

<sup>18</sup>Certaines femmes les demandaient pour une utilisation personnelle (construction de leur maison par exemple).

	Masculin	Féminin	Total
Connaissance de l'existence d'une caisse de micro finances à Djibouti	41,2	45,3	43,0
Démarche auprès de cette caisse pour obtenir un crédit en vue de créer une entreprise	3,7	6,9	5,1
Obtention de crédit	9,4	8,4	8,8

Source : EDESIC-2015 – DISED

### ➤ Absence de vision politique sur le développement de l'entrepreneuriat à Djibouti

L'existence de plusieurs initiatives d'appui à l'entrepreneuriat du pouvoir public n'est pas remise en cause mais ces dernières ne sont pas à la hauteur pour la promotion de l'entrepreneuriat. La femme djiboutienne fait face à des obstacles qui freinent son envie d'entreprendre. La société djiboutienne n'est pas prête qu'une femme devienne l'égal d'un homme (cf. tableau 5) et par conséquent, elle est obligée de rester sous l'ombre de son mari.

Plusieurs points, résultant de cette absence de stratégie cohérente et considérés comme des obstacles au développement de l'entrepreneuriat, sont particulièrement soulignés, notamment<sup>19</sup>:

- La lourdeur des procédures administratives qui se manifeste dans tous les domaines : création d'entreprise, acquisition foncière et immobilière, procédures d'importation et d'exportation (cela en dépit de la mise en place d'un guichet unique)
- La fiscalité jugée comme pénalisante
- Les différences de traitement entre PME et grandes entreprises En définitive, cet environnement peu incitatif pousse de nombreux entrepreneurs à exercer dans l'informel.
- Les barrières à l'entrée du marché et la difficulté d'accès au financement.

### Conclusion

Etant un sous champs de l'entrepreneuriat, l'entrepreneuriat féminin suscite l'engouement de peu des chercheurs. Les écrits sur ce phénomène restent rares malgré une progression timide durant ces dernières décennies.

La recherche que nous avons réalisée avait pour objectif de présenter les conditions de l'entrepreneuriat féminin et la promotion de l'emploi chez la femme à Djibouti.

Nous avons fait le constat selon lequel, seulement deux organes étatiques fournissent une formation pour un accompagnement administratif et financier. En effet, l'accompagnement ne se limite pas à ces

<sup>19</sup>Consultation Nationale sur le Développement de l'Entrepreneuriat Féminin à Madagascar, Bureau de pays de l'OIT pour Madagascar, les Comores, Djibouti, Maurice et les Seychelles, 2011.

différentes formes déjà citées. Il faudrait, par ailleurs, mettre en place d'autres institutions privées ou étatiques qui s'imposent comme de véritables accompagnateurs des entreprises de l'amont à l'aval.

Sur le plan macroéconomique, il convient de souligner que le pays a connu ces dernières années une croissance économique régulière et soutenue, avoisinant 7% en 2017, tirée principalement par l'essor des activités portuaires, néanmoins elle n'a pas été créatrice de nouvelles entreprises.

Malgré les efforts consentis par l'Etat djiboutien pour développer l'écosystème d'accompagnement par le biais de la mise en place des guichets uniques, ayant pour objectif de faciliter les procédures administratives et partant d'économiser plus de temps aux jeunes entrepreneurs qu'ils soient femmes ou hommes, il nous paraît insuffisant dans la mesure où le développement de l'esprit entrepreneurial passe nécessairement par l'investissement massif dans le système éducatif. Autrement dit, l'amélioration de la qualité des institutions et la mise en place de nouveaux dispositifs accompagnateurs ne porteront leurs fruits que si les jeunes entrepreneurs disposent d'un savoir-faire et une véritable expérience dans le domaine de l'entrepreneuriat, notamment dans un contexte marqué par l'émergence des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Enfin, et dans le but de faire de l'entrepreneuriat féminin à Djibouti une véritable opportunité de lutte contre le chômage et la précarité, le pays est appelé à faire du capital humain une des priorités majeure dans ses programmes de développement socio-économiques, d'autant plus que le pays dispose un taux de jeunesse considérable comparativement aux autres pays de la région. Plusieurs travaux de recherche ont montré que l'écosystème à lui seul ne pourra pas favoriser l'entrepreneuriat si l'amélioration du capital humain n'est pas au cœur des politiques publiques.

### **Bibliographies**

AHL, H., 2006, "Why Research on Women Entrepreneurs Needs New Directions", *Entrepreneurship Theory and Practice* 30: pp595–621, USA.

Amine L. et Staub K. (2011). «Women entrepreneurship in sub-Saharan Africa: An institutional theory analysis from a social marketing point of view». *Entrepreneurship & Regional Development*, 21:2, pp.183-211.

ARASTI, Z., 2008, « l'entrepreneuriat féminin en Iran : les structures socioculturelles », *Revue Libanaise de Gestion et d'Economie*, Vol. 1.

Bayad, M., & Barbot, M. C. (2002). Proposition d'un modèle de succession dans les PME familiales: étude de cas exploratoire de la relation père-fille. 6ème Congrès international francophone sur la PME.

Baines S. et Wheelock J. (1998). « Reinventing traditional solutions: job creation, gender and micro-business household». *Work, Employment and Society*, 12(4), 579-601.

Banque Mondiale (2012a). *Doing Business 2012. Economic Profile Cameroon*. [www.doingbusiness.org](http://www.doingbusiness.org).  
Banque Mondiale (2012b).



Belcourt, M. (1990). A family portrait of Canada's most successful female entrepreneurs. *Journal of Business Ethics*, 9(4-5), 435-438.

Belcourt, M. L., Burke, R. J., & Lee-Gosselin, H. (1991). *The glass box: Women business owners in Canada*. Canadian Advisory Council on the Status of Women.

BELCOURT, M, BURKE, R-J., LEE-GOSSELIN, H., « Une cage de verre : les entrepreneurs au Canada », Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, Ottawa, 1991, 101p.

Benredjem R. (2009). *L'intention entrepreneuriale : l'influence des facteurs liés à l'individu et au milieu*.

Bonnetier, C. (2005). « Freins et moteurs de l'entrepreneuriat féminin ». Enquête réalisée dans le cadre d'un projet interrégional III-A, Cybernautes, Lorraine conseil régional.

Borges, Filion et Simard (2005). « Particularités du processus de création d'entreprises par des femmes ». Chaire d'entrepreneuriat Rogers J. A. Bombardier, HEC, Montréal.

BOUTILLIER, S., UZINIDIS, D., 2012, « Création d'entreprises, pauvreté, inégalités, de la société salariale à la société entrepreneuriale », Colloque : Inégalités et pauvreté dans les pays riches, IUFM Auvergne, 20 janvier, Chamalières.

Buttner E. et Moore D. (1997). « Women's Organizational Exodus to Entrepreneurship: Self Reported Motivations and Correlates with Success ». *Journal of Small Business Management* 35(1), 34-46.

Cahier de recherche : 2009-21 E4. Centre d'Etudes et de Recherches Appliquées à la Gestion, UMR 5820.

Colot O. (2007). « Expliquer le phénomène entrepreneurial: les variables environnementales ». Actes du colloque « Entrepreneuriat : Nouveaux défis, nouveaux comportements ». Cahiers de la Recherche de l'ISC de Paris, pp. 82-97.

Cornet A., Constantinidis C. et Asandel S. (2003). *Les femmes entrepreneures face à la formation, au financement et aux réseaux, (résultats d'une recherche quantitative et qualitative Belgique francophone et germanophone)*. Projet Diane financé par le Fonds Social Européen, EGID, Université de Liège, décembre 2003. Davidson (1995). *Determinants of entrepreneurial intentions*.

Doing Business 2012. *Entreprendre dans un monde plus transparent*. [www.français.doingbusiness.org](http://www.français.doingbusiness.org).

Fatima-Ezzahra RACHDI (2016), *L'ENTREPRENEURIAT FEMININ AU MAROC : UNE APPROCHE PAR LE RESEAU PERSONNEL*

Green E. et Cohen L. (1995). « Women's business: are women entrepreneurs breaking new ground or simply balancing the demands of women's work in a new way? ». *Journal of Gender Studies*, 4(3), 297-314.

Hisrich R. et Brush C. (1985). « Women and minority entrepreneurs: a comparison analysis ». *Frontiers of Entrepreneurship Research*, Babson College, Wellesley, MA, 566-587.



Jöhköping International Business School (JIBS), Sweden, 31p. Diakité B. (2004). Facteurs socioculturels et création d'entreprise en Guinée. Une étude exploratoire des ethnies peule et soussou. Thèse présentée à la Faculté des Etudes Supérieures de l'Université de Laval, Québec, février 2004, 387p.

Kent C., Sexton D. et Vesper K. (1982). Encyclopedia of Entrepreneurship. Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall.

Levy-Tadjine T. et Zouiten J. (2005), « Les femmes et les immigrés ont-ils besoin d'un accompagnement spécifique », Académie de l'Entrepreneuriat, 24-26 Novembre, Paris.

St-Cyr, L. (2001), Banque de données sur les entrepreneures québécoises, rapport présenté au ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, 219 pages.

Shane, S., & Venkataraman, S. (2000). The promise of entrepreneurship as a field of research. Academy of management review, 25(1), 217-226.

Shane, S., & Cable, D. (2002). Network ties, reputation, and the financing of new ventures. Management Science, 48(3), 364-38.

Rwenge Mburano Jean-Robert, NjeriKinyanjui, et Maina Lucy, 2016. Facteurs Explicatifs de l'Entrepreneuriat Féminin en Afrique SubSaharienne : Cameroun et Kenya ».

St-Cyr, L., & Gagnon, S. (2003). Les entrepreneures québécoises: taille des entreprises et performance, 7ème congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME (CIFEPME), Montpellier, 27-29 Octobre.

St-Cyr, L., Audet, J., Carrier, C., Légaré, M.-H., (2002). L'entrepreneuriat féminin du secteur manufacturier québécois : caractéristiques et accès au financement, Actes du 6ème congrès international francophone sur la PME, HEC Montréal, octobre 2002.

St-Cyr, L., Gagnon, S., (2004). Les entrepreneures québécoises : taille des entreprises et performance», Actes du 7e congrès international francophone sur la PME, Montpellier, France, 27-29 octobre 2004.

Verstraete, T., & Fayolle, A. (2005). Paradigmes et entrepreneuriat. Revue de l'Entrepreneuriat, 4(1), 33- 52.

Zouiten, J. (2009). L'entrepreneuriat féminin en Tunisie, Thèse de Doctorat en Sciences de Gestion Université du Sud, Toulon.